



Strasbourg, le 6 juin 2013

T-PD-BU(2013)RAP30Abr

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION
DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES
A CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108]
(T-PD-BU)**

30^e réunion du Bureau

Strasbourg, 28 – 30 mai 2013

RAPPORT ABRÉGÉ

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD-BU), a tenu sa 30^{ème} réunion à Strasbourg du 28 au 30 mai 2013 sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau du T-PD et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du T-PD:

1. prend note des informations présentées par M. Jan Malinowski, Chef du département de la société d'information, au sujet de :

- prochaines étapes de l'exercice de modernisation et notamment sur l'approbation du projet de mandat du Comité ad hoc sur la protection des données personnelles (CAHDATA) par le Comité Directeur Média et Société d'Information (CDMSI) durant sa plénière du mois d'avril pour transmission au Comité des Ministres au mois de juillet, ainsi que de l'adoption prochaine d'un mandat de négociation par l'Union Européenne,
- la ratification de la Convention 108 par la Fédération de Russie et l'adhésion de l'Uruguay,
- les événements en lien avec les travaux du T-PD, incluant un 'dialogue sur la neutralité d'internet et les droits de l'homme' (29 - 30 mai 2013) et une audition du T-CY sur les pratiques actuelles relatives à l'accès transfrontières aux données (3 juin 2013) ;

2. procède à l'examen du projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention et charge le Secrétariat de procéder aux modifications nécessaires en vue de sa transmission aux délégations et observateurs avant l'été pour recueillir leurs commentaires préalablement à la 30^{ème} réunion plénière du T-PD (15-18 octobre 2013) ;

3. prend note des informations présentées au regard de l'adoption par procédure écrite de l'amendement à l'article 22 des propositions de modernisation de la Convention et de la suite des travaux (CAHDATA) ;

4. prend note des informations présentées par le Secrétariat sur les propositions révisées relatives au mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention modernisée et invite les participants à transmettre leurs commentaires écrits sur ce document au Secrétariat avant le 15 juin 2013 ; demandant que les propositions soient par la suite envoyées aux délégations et observateurs en vue de la réunion 30^{ème} réunion Plénière ;

5. examine le projet révisé de Recommandation sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi et charge le Secrétariat de procéder aux modifications proposées, de transmettre la version remaniée aux participants pour en permettre l'envoi pour commentaires aux délégations et observateurs en juin et une lecture lors de 30^{ème} réunion Plénière;

6. tient un échange de vues sur les suites à donner au rapport intitulé « Recommandation (87)15 – vingt-cinq ans après » ;

7. prend note de la version finale du rapport d'expert sur la collecte et le traitement des données biométriques, qui figurera à l'ordre du jour de la 30^{ème} réunion Plénière;

8. examine le projet de questionnaire destiné à évaluer la mise en œuvre de la recommandation R(97)5 sur la protection des données médicales, et charge le Secrétariat de coordonner les prochaines étapes, à savoir la préparation d'un nouveau questionnaire plus succinct, focalisant sur l'utilisation des nouvelles technologies par les états membres dans le secteur médical et son envoi aux délégations fin juin (délai de réponse fixé à septembre) en vue de la transmission des réponses

reçues en octobre à une équipe pluridisciplinaire, composé d'experts juridiques et techniques afin d'élaborer un projet de rapport ;

9. traite des priorités futures du Comité, tenant compte des rapports préparés par les experts scientifiques (rapport sur les défis relatifs à la protection des données personnelles et de la vie privée, « Nanotechnology, Ubiquitous Computing and The Internet of Things » et rapport sur les technologies, les tendances, menaces et implications, « The use of the Internet & related services, private life & data protection » et charge le Secrétariat de préparer conformément aux orientations proposées un projet de programme de travail pour le prochain biennium 2014-2015 en vue de son examen et finalisation par la réunion Plénière ;

10. examine le projet d'ordre du jour de la 30^{ème} réunion plénière et charge le Secrétariat de le finaliser ;

11. prend note des informations présentées par le Secrétariat et le Président relatives :

- à la dernière réunion plénière du CDMSI,
- aux résultats de la 3ème réunion du Comité d'experts sur les droits des usagers d'Internet (MSI-DUI),
- à la participation du Président et du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe à l'audience de l'APCE sur la protection de la vie privée sur internet et les medias en ligne le 22 avril 2013,
- aux projets de Résolution qui seront traités par la Conférence Ministérielle sur la « liberté d'expression et démocratie à l'ère numérique » les 7–8 novembre 2013 à Belgrade,
- à la tenue d'une réunion sur la protection des donneurs d'alerte (Whistleblowers) les 30–31 mai 2013 à Strasbourg,
- aux suites données lors de sa réunion plénière les 20-22 mars 2013 par le Groupe de Rédaction du projet de convention internationale contre la manipulation des compétitions sportives à l'avis transmis par le Bureau du T-PD sur l'avant-projet de Convention,
- aux travaux du Comité de Bioéthique (DH-BIO);

12. prend notes des informations présentées par le Secrétariat relatives à l'adhésion de l'Uruguay à la Convention 108 en aout 2013, ainsi qu'à la ratification de la Convention par la Fédération de Russie et la signature du Protocole additionnel par la Géorgie le 15 mai 2013 ;

13. prend note des informations présentées par le Secrétariat relatives aux évènements et activités d'autres instances internationales et notamment du projet PHAEDRA sur l'amélioration de la coopération entre autorités de protection des données au niveau international et du soutien que le Comité Consultatif pourrait apporter à ce projet ;

14. prend note des informations présentées par les observateurs et notamment sur la 35^e conférence internationale des Commissaires à la protection des données et de la vie privée qui aura lieu à Varsovie les 23 – 27 septembre 2013 ;

15. confirme la tenue de la prochaine réunion plénière les 15 – 18 octobre 2013.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- T-PD-BUR (2013)RAP29Abr Rapport abrégé de la 29ème réunion du Bureau du T-PD (5-7 février 2013)
- T-PD (2012) RAP 29 Abr fr Rapport abrégé de la 29^{ème} réunion plénière du Comité consultatif (27-30 novembre 2012)
- T-PD(2012)WP Programme de travail du T-PD
- T-PD(2012)Règl Règlement intérieur du T-PD

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

M. Jan Malinowski, Chef du Service de la société de l'information

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Expert scientifique : Mme Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS, Université de Namur (FUNDP)

Action requise : Le Bureau procèdera à l'examen du projet révisé de rapport explicatif et prendra note des informations présentées au regard du mécanisme de suivi et du Comité Ad hoc

- T-PD(2012)04REV03 Document final sur la modernisation de la Convention 108
- T-PD-BUR(2013)03rev Projet de rapport explicatif (uniquement en anglais)
- T-PD-BUR(2013)01rev Projet de Mandat du Comité Ad hoc
- T-PD-BUR(2013)02rev Eléments d'information concernant le mécanisme d'évaluation et de suivi
- T-PD-BUR(2010)13rev Rapport sur les modalités et les mécanismes d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et de son Protocole additionnel

- T-PD-BUR(2011)25 Commentaires du Secrétariat sur le renforcement du mécanisme de suivi de la Convention

5. PROTECTION DES DONNEES UTILISEES A DES FINS D'EMPLOI

Action requise: Le Bureau examinera la dernière version du projet de révision de la Recommandation ainsi que les commentaires reçus

- T-PD(2013)05Rev Projet de Recommandation (révisée) sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi
- T-PD-BUR(2010)11FIN Étude sur la recommandation (89)2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi - propositions de révision de la recommandation ci-mentionnée par Giovanni Buttarelli.
- Recommandation (89)2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi

6. PROTECTION DES DONNEES ET POLICE

Action requise: Le Bureau prendra note de la dernière version du Rapport d'expert et décidera des suites à donner à ces travaux

- « Recommandation (87)15 – vingt-cinq ans après : rapport » (*restreint*)
- Recommandation (87)15 du Comité des Ministres aux Etats membres visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police
- Exposé des motifs relatif à la Recommandation Rec(87)15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

7. BIOMETRIE

Action requise: Le Bureau prendra note de la version finale du rapport d'expert et décidera des suites à donner à ces travaux

- Rapport d'experts sur l'application des principes de la Convention 108 à la collecte et au traitement des données biométriques (*anglais seulement*)
- Rapport d'étape de 2005 sur l'application des principes de la Convention 108 à la collecte et au traitement des données biométriques
- Résolution 1797 (2011) de l'APCE « La nécessité de mener une réflexion mondiale sur les implications de la biométrie pour les droits de l'homme »

- Recommandation 1960 (2011) de l'APCE sur la nécessité de mener une réflexion mondiale sur les implications de la biométrie pour les droits de l'homme

8. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Action requise : Le Bureau prendra note des informations présentées par l'expert scientifique et décidera des suites à donner en la matière

- Projet de questionnaire (anglais seulement)
- Recommandation N° R (97) 5 sur la protection des données médicales

9. PROGRAMME DE TRAVAIL 2014-2015

Action requise : Le Bureau établira les propositions de priorités pour le prochain biennium 2014-2015

- T-PD(2013)WP 2014-2015 Projet de Programme de Travail 2014-2015
- Rapport d'experts sur les défis relatifs à la protection des données personnelles et de la vie privée, « Nanotechnology, Ubiquitous Computing and The Internet of Things », professeurs Georgia Miller et Matthew Kearnes de l'Université du Pays de Galles (uniquement en anglais)
- Rapport d'expert sur les technologies, les tendances, menaces et implications, « The use of the Internet & related services, private life & data protection », du professeur Douwe Korff de London Metropolitan University (uniquement en anglais)

10. 30^{ème} REUNION PLENIERE

- T-PD30(2013)OJprov Projet d'ordre du jour

11. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Bureau prendra note des informations présentées par le Secrétariat.

- Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI)
- 3ème réunion du Comité d'experts sur les droits des usagers d'Internet (MSI-DUI)
- Accord partiel Élargi sur le Sport (APES) – Division des Conventions du Sport
- Comité de Bioéthique (DH-BIO)

12. ÉTAT DES SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS

Action requise : Le Bureau prendra note des informations présentées par le Secrétariat

- Tableau récapitulatif Convention 108
- Tableau récapitulatif Protocole additionnel

13. EVENEMENTS ET ACTIVITES EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES AINSI QUE TRAVAUX D'AUTRES ORGANISATIONS ET INSTANCES INTERNATIONALES

Action requise : *Le Bureau prendra note des informations présentées par le Secrétariat*

14. OBSERVATEURS

Action requise : *Le Bureau prendra note des informations présentées par le Secrétariat et par les observateurs*

15. SUJETS DIVERS

- Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (*anglais seulement*)
DP (2013) CASE LAW

* * *

PROJET D'ORDRE DES TRAVAUX

		28 mai 2013	29 mai 2013	30 mai 2013
<i>Début</i>	09h30	Points 1,2,3 et 4	Point 5	Points 9,10 et 11
<i>Fin</i>	12h30/13h00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
<i>Reprise</i>	14h00/14h30	Point 4	Points 5,6, 7 et 8	Points 12,13,14 et 15
	20h00	Soirée informelle		

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Hana Štěpánková, [*First Vice-chair*], Head of the Press Department, Spokeswoman, Office for Personal Data Protection, Pplk.Sochora 27, 170 00 Prague 7

FRANCE

Catherine Pozzo-di-Borgo, [*Seconde Vice-présidente*], Commissaire du Gouvernement adjoint auprès de la CNIL, Secrétariat Général du gouvernement, 66 rue de Bellechasse, 75700 Paris

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, Garante per la Protezione dei Dati Personali, Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Président, Commission Nationale pour la protection des données (CNPD), 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SPAIN / ESPAGNE

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney -Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, [*Président*], Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Stanislav Ďurina, Legal Department and Foreign Relation, Office for Personal Data Protection of the Slovak Republic, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

ROMANIA / ROUMANIE

George Grigore, data protection specialist, Department of International Affairs, the Romanian National Supervisory Authority for Personal Data Processing, Bd. Magheru no. 28-30, 5th floor, 010336, Bucharest

OBSERVERS / OBSERVATEURS

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Dmitriy Vyatkin, Deputy Chairman of the State Duma Committee on constitutional legislation and state building

Andrey Fedosenko, Chief Counselor of the Staff of the State Duma Committee on constitutional legislation and state building

Aleksandra Aronova, Counselor of the Department for regulation of radio frequencies and communication networks, Ministry of communication and mass communications of the Russian Federation

TURKEY / TURQUIE

Nurullah Yamali, Counsellor (Rapporteur Judge) / Permanent Representation of Turkey to the CoE, 23 boulevard de l'Orangerie 67000 Strasbourg

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Katerina Dimitrakopoulou, Policy Officer, Directorate C: fundamental rights and Union citizenship, Unit C3 Data Protection, 1049 Bruxelles, Belgium

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Anne-Christine Lacoste, Conseil juridique – Coordinateur, Office of the European Data Protection Supervisor (EDPS) / Bureau du Contrôleur Européen de la Protection des Données (CEPD), rue Wiertz 60 - MO 63, B-1047 Brussels, (Office: Rue Montoyer 63, 6th floor)

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Marise Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Laurent Lim, CNIL, Juriste chargé de mission, Service des affaires européennes et internationales

INTERNET SOCIETY / LA SOCIETE DE L'INTERNET (ISOC)

Robin Wilton, Technical Outreach Director - Identity and Privacy

Christine Runnegar, Senior Policy Advisor

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Eva Souhrada-Kirchmayer, Hohenstaufengasse 3, 1010 Wien, Austria

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP), Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

SECRETARIAT

**DG I – Directorate General Human Rights and Rule of Law /
DG I - Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department / Service des médias, de la société de l'information, de la protection des données et de la cybercriminalité

Jan Malinowski, Head / Chef de service

Data Protection and Cybercrime Division / Division de la protection des données et cybercriminalité

Alexander Seger, Head of Division / Chef de Division

Sophie Kwasny, Secretary of the T-PD / Secrétaire du T-PD

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

TRAINEES / STAGIAIRES

Marot Nina, Trainee / Stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRETES

Jennifer Griffith
Nadine Kieffer
Sara Webster